

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

IBM FRANCE FINANCEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 133 205 085 €
Siège social : 17, avenue de l'Europe - 92275 Bois-Colombes Cedex
316 037 753 RCS Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par Décisions de l'Associé Unique du 24 avril 2026

I. — Bilan au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros.)

Actif	Références	31/12/2025	31/12/2024
Opérations de trésorerie et interbancaires		179 579	166 074
Caisse, banques centrales, CCP		0	0
Comptes ordinaires débiteurs		124 611	121 393
Créances sur les établissements de crédit	(4.10)	54 968	44 681
Opérations avec la clientèle		444 290	424 656
Créances commerciales	(4.10)	332 916	329 404
Opérations de crédits de trésorerie	(4.10)	21 572	14 013
Opérations de crédits à l'équipement	(4.10)	4 927	8 076
Créances sur l'affacturage	(4.10)	84 874	73 157
Comptes ordinaires débiteurs	(4.10)	0	0
Créances douteuses brutes	(4.4)	73	71
- dépréciations	(4.5)	-72	-65
Créances rattachées		0	0
Créances clients		0	0
Opérations diverses		43 248	544
Autres actifs	(4.2)	42 852	20
Comptes de régularisation	(4.3)	396	524
Valeurs immobilisées		55 024	47 399
Parts dans les entreprises liées et titres de participation		0	0
Immobilisations corporelles	(4.1)	0	0
Crédit-bail et opérations assimilées	(4.1)	907	1 195
Location simple	(4.1)	11 248	44 271
Créances douteuses brutes sur valeurs immobilisées	(4.4)	12	12
- dépréciations sur valeurs immobilisées	(4.5)	-10	-10
Créances rattachées sur valeurs immobilisées	(4.10)	42 867	1 931
Total de l'actif		722 141	638 673

Passif	Références	31/12/2025	31/12/2024
Opérations de trésorerie et interbancaires	(4.11)	5 961	3 307
Opérations avec la clientèle		274 231	231 226
Comptes ordinaires créditeurs	(4.6) & (4.10)	250 099	180 744
Comptes d'affacturage		23 952	22 625
Clients créditeurs		45	27 703
Dettes rattachées		135	154
Opérations sur titres et opérations diverses		22 648	15 094
Autres passifs	(4.7)	19 036	11 714
Comptes de régularisation	(4.8)	3 612	3 380
Provisions pour risques et charges	(4.5)	2 971	4 580
Dettes subordonnées		0	0
Capitaux propres		416 330	384 466
Capital	(4.9)	133 205	133 205
Réserves	(4.9)	251 261	243 010
Report à nouveau		0	0
Résultat de l'exercice	(4.9)	31 864	8 251
Total du passif		722 141	638 673

Hors bilan	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement	12 168	16 251
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	12 168	16 251
Engagements de garantie	114 572	81 723
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissements de crédit	0	0
Garanties reçues de la clientèle	114 572	81 723
Engagements sur instruments financiers à long terme	0	0
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Engagements douteux	0	0
Total hors bilan	126 740	97 974

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Références	Exercice 2025	Exercice 2024
+ Intérêts et produits assimilés		30 269	30 168
Sur opérations de trésorerie		1 524	2 557
Sur opérations de crédits de trésorerie		852	779
Sur opérations de crédits à l'équipement		410	447
Sur opérations d'affacturage		2 538	3 319
Sur comptes ordinaires débiteurs		143	400
Sur créances commerciales		24 802	22 666
- Intérêts et charges assimilées		4 395	7 200
Sur opérations de trésorerie		3 563	5 647
Sur cessions de créances de droit commun		832	1 553
Sur comptes ordinaires créditeurs		0	0
Sur dettes subordonnées		0	0
+ Produits sur opérations de crédit bail et assimilées (loyers et indemnités, plus-values de cession)	(6.1)	761	1 241
- Charges sur opérations de crédit bail et assimilées (amortissements et dépréciations, moins-values de cession)	(6.1)	546	1 049
+ Produits sur opérations de location simple (loyers et indemnités, plus-values de cession, coût du risque)	(6.1)	57 289	23 932
- Charges sur opérations de location simple (amortissements et dépréciations, moins-values de cession)	(6.1)	33 374	24 432
+ Produits sur parts dans les entreprises liées		0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations de change		10	-95
+/- Autres produits et charges d'exploitation bancaire		439	3
Produit net bancaire		50 453	22 568
+/- Produits et charges générales d'exploitation	(6.3)	-5 177	-6 358
- Charges de personnel		-3 965	-4 385
Résultat brut d'exploitation		41 311	11 825
+/- Coût du risque	(6.5)	1 059	-1 915
Résultat d'exploitation		42 370	9 910
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôt		42 370	9 910
+/- Résultat exceptionnel	(6.4)	0	-1
+/- Impôt sur les bénéfices	(6.7)	-10 506	-1 658
Résultat net		31 864	8 251

III. — Annexe

L'exercice social a une durée de douze mois couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1. – Description des activités

IBM France Financement S.A.S (la « Société »), société dont le capital est détenu à 100 % par la société IBM Global Financing Investments III B.V., a pour mission principale le financement sous toutes ses formes, y compris l'affacturage, de solutions informatiques (matériels, logiciels et services) de produits IBM ou non IBM, commercialisés en direct ou par des partenaires commerciaux IBM.

Elle contribue aux résultats commerciaux et financiers d'IBM en France.

2. – Faits caractéristiques de l'exercice

Nous vous indiquons qu'en fin d'exercice 2025 la Société fournissait une solution de financement à environ 105 clients. Ces clients se répartissent sur l'ensemble des secteurs d'activité de l'économie française.

En 2025, la Société a financé 275,5 millions d'euros de volume d'équipements, de logiciels essentiellement, en augmentation de 35 % par rapport à l'exercice 2024.

La hausse des volumes signés en 2025 se concentre sur les activités de crédits de trésorerie ainsi que sur les opérations de cessions Dailly compensées partiellement par la diminution année sur année des volumes signés dans les activités de crédit classique ainsi que sur les opérations de locations.

La cession sous forme de créances Dailly des échéances futures des contrats de location IBM à la Société représente 236 millions d'euros de production au cours de l'exercice 2025, soit une hausse de 31 % par rapport à l'exercice 2024. Le portefeuille relatif à ces opérations concerne principalement les plus grands clients d'IBM France qui bénéficient de contrats 'multi offres' concentrant l'ensemble des offres d'IBM et souhaitant contracter avec une seule entité juridique du groupe. La qualité du portefeuille est restée stable au cours de l'exercice 2025, celui-ci étant encore assez concentré sur des notations internes (GRMG « Global Risk Management Grades ») supérieures ou égales à 4. Toutes les expositions sont restées dans les limites fixées par la Société en termes de groupe et de GRMG.

La Société a poursuivi et renforcé l'attention vers le facteur de risque ESG (Environmental, Social, Governance), avec le suivi d'indicateurs spécifiques revues trimestriellement dans le cadre du risque de crédit et de contrepartie, notamment nous nous assurons que nos expositions clients > 2 M€ par rating CIS Moody's ne dépasse jamais les limites fixées par le comité stratégique, afin de renforcer notre prise en compte des enjeux environnementaux.

L'activité d'affacturage concernait 8 partenaires d'IBM France à la fin de l'exercice 2025. Le montant des créances affacturées sur l'année s'élève à 302 millions d'euros, stable par rapport à l'exercice 2024.

Le produit net bancaire est de 50,5 millions d'euros, en augmentation de 27,9 millions d'euros, soit +124 % par rapport à l'exercice précédent. La hausse est due principalement à la facturation de frais de promotion suite à la rupture anticipée d'un contrat de location. Cette opération a généré un profit extraordinaire de 21 millions qui n'est pas susceptible de se produire en 2026.

Le bénéfice net de l'exercice clos au 31 décembre 2025 s'élève à 31,9 millions d'euros, il était de 8,3 millions d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Le rendement des actifs s'élève à +4,41 % pour l'exercice 2025 ; il était de +1,29 % pour l'exercice 2024.

Le capital social de la Société est inchangé et s'élève à 133 205 085 euros.

Au-delà de performance financière, la mise en place en 2025 d'un tableau de bord Ressources Humaines a permis un contrôle accru des questions relatives au personnel. Durant l'année 2025, la Société a signé :

- Le 2 janvier 2025, l'avenant à l'accord collectif applicable à l'ensemble des salariés portant sur le don de jours de congés ;
- Le 11 juillet 2025, le renouvellement de l'Accord Senior sur la gestion des seniors et sur la mise en œuvre des mesures de fin de carrières ;
- Le 1^{er} décembre 2025 un avenant sur la Qualité de Vie au Travail (QVT) qui couvre plusieurs thématiques dont l'égalité hommes-femmes, la charge de travail, le droit à la déconnexion, les conditions de travail, la formation, mais aussi la parentalité et le handicap.

Et a entamé au mois de mars, conformément aux dispositions légales, des négociations « Négociation Annuelle Obligatoire » (NAO) portant essentiellement sur la rémunération, et présentant aussi les indicateurs sur l'égalité hommes-femmes.

3. – Règles et méthodes comptables

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les principes généraux comptables ont été appliqués en respectant la règle de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- intangibilité du bilan d'ouverture.

3.1. – *Changement de méthode comptable*

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement modifie le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant notamment la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ». Son application est sans incidence majeures sur les états financiers au 31 décembre 2025.

3.2. – *Principe de contagion*

Les créances sont classifiées douteuses dans les trois cas suivants :

- si elles sont rattachées à un client classifié en 'Legal', c'est-à-dire lorsqu'une action judiciaire a été engagée. Dans ce cas, l'intégralité des créances relatives à ce client est déclassée en créances douteuses.
- ou si elles ont une antériorité de plus de 90 jours et sont relatives à un client noté GRMG 6 ou 7. GRMG signifie « Global Risk Management Grades » et correspond à une notation interne IBM sur la solvabilité du client. Dans ce cas, l'intégralité des créances relatives à ce client est déclassée en créances douteuses selon le principe de contagion.
- ou si elles ont une antériorité de plus de 90 jours et sont relatives à un client noté GRMG de 1 à 5. Dans ce cas, seule la partie de la créance faisant l'objet d'un arriéré de plus de 90 jours est déclassée en créances douteuses. Le principe de contagion n'est pas applicable car la situation du client est visiblement saine et peut être démontrée sur la base d'une revue exhaustive effectuée annuellement par le service des « Affaires spéciales ».

Ces principes s'appliquent tant à l'activité Customer Financing (CUF) qu'à l'activité Commercial Financing (COF).

Le principe de contagion retenu s'étend au niveau du groupe d'appartenance du client : en effet, un client, filiale d'un groupe, ne pouvant être mieux noté que sa société mère, le principe de contagion est appliqué. Dans le cas contraire, la mauvaise notation d'un client, filiale d'un groupe, est reflétée dans la notation de la mère via les chiffres consolidés. L'analyse du risque filiale par filiale assure une position prudente des notations dans la mesure où la note d'une filiale peut être dégradée par rapport à la note de sa société mère.

3.3. – *Étalement des commissions*

Les commissions reçues sur l'activité d'affacturage sont étalées de manière linéaire sur la durée du contrat en diminution des produits sur opérations d'affacturage et en contrepartie de l'encours de créance d'affacturage à l'actif du bilan. Il en va de même pour les commissions versées pour la cession de créances de droit commun.

En revanche, la Société n'applique pas ce règlement s'agissant des coûts de transactions sur les activités de crédit-bail, location simple et prêt, compte tenu de l'impact peu significatif de celles-ci.

Ces commissions sont en effet perçues pour des contrats d'une durée moyenne de 3 ans. Elles sont comptabilisées en charges générales d'exploitation et classées en compte de régularisation au bilan. Au titre de l'exercice 2025, le montant des commissions apporteurs d'affaires s'élève à 0,1 million d'euros. L'impact de l'étalement aurait été de 0,1 million sur l'exercice 2025.

3.4. – Créances et dettes

Les créances clients sont enregistrées à la valeur nominale.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il fait l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. Le classement d'un encours douteux en « douteux compromis » n'entraîne pas par « contagion » le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Le passage en créance irrécouvrable s'effectue dès lors que la perte est définitive.

3.5. – Risque de crédit

La Société n'ayant pas de créances restructurées à des conditions hors marché, aucune décote n'a été comptabilisée à la clôture de l'exercice.

Une dépréciation de l'encours douteux sur opérations de prêts, sur les créances clients de l'activité crédit-bail, location simple et prêts et sur les créances d'affacturage est constatée en diminution des postes de l'actif du bilan.

Elle couvre un certain pourcentage du montant H.T. de l'encours douteux en fonction des garanties obtenues.

Par ailleurs, une provision à caractère statistique est constatée au passif du bilan afin de couvrir les encours de prêts et opérations assimilées présentant un risque de non-recouvrement non encore identifié. Cette provision est déterminée selon la cartographie du portefeuille.

Le coût du risque comprend les dotations et reprises sur dépréciation des créances sur la clientèle et sur les établissements de crédit, ainsi que les créances irrécouvrables y afférent, à l'exclusion des dotations et reprises sur dépréciation des créances, relatives aux contrats de crédit-bail et de location simple, ainsi que les créances irrécouvrables y afférent. Ces éléments sont comptabilisés respectivement dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail » et « Produits sur opérations de location ».

Conformément à la règle, les comptes sont ajustés le cas échéant en fonction des événements significatifs, postérieurs à la clôture de l'exercice, risquant de dégager des pertes ayant pris naissance au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur.

3.6. – Titres de participation

Néant.

3.7. – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, à usage interne, sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles relatives aux opérations de crédit-bail et locations simples sont évaluées à leur coût d'acquisition. Aucun frais financier n'est immobilisé.

3.8. – Amortissements des immobilisations corporelles

Les amortissements sont calculés selon les règles fiscales en vigueur, c'est à dire matériel par matériel sur une durée comprise entre 3 et 5 ans.

La méthode d'amortissement appliquée est l'amortissement dégressif et cet amortissement figure en totalité en minoration de l'actif.

L'avis du Comité d'Urgence du 4 octobre 2006 visant à interpréter les dispositions de l'avis 2004-25 du Conseil National de la Comptabilité relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs excluant les contrats de crédit-bail indique que les règles d'amortissement en vigueur au sein des sociétés de crédit-bail sont maintenues en l'état.

La Société, qui réalise des opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et autres opérations pouvant être retraitées, en cas d'établissement de comptes consolidés, en location financement, a donc décidé de maintenir dans les comptes individuels les traitements en cours en matière d'amortissement.

3.9. – Dépréciation sur immobilisations corporelles

La Société a réactualisé la dépréciation d'actif au titre des moins-values latentes sur opérations de crédit-bail et locations simples. Cette dépréciation a été estimée en comparant, par type d'immobilisation, l'encours comptable à l'encours financier sur l'intégralité des immobilisations louées.

Par ailleurs, une dépréciation des immobilisations temporairement non louées est constituée pour ajuster la valeur nette comptable à la valeur de marché de la machine.

3.10. – Engagements hors bilan

La Société constate un engagement hors bilan sur la partie non encore utilisée d'un engagement de financement. Pour l'activité d'affacturage, la partie non utilisée des lignes notifiées fait aussi l'objet d'un engagement hors bilan.

3.11. – Détermination du chiffre d'affaires

Les loyers et commissions afférents à un contrat sont répartis de manière linéaire sur la période de financement du contrat, qu'il s'agisse de contrats de location simple et crédit-bail ou de contrats d'affacturage.

3.12. – Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible.

3.13. – Implantation et activité dans les états ou territoires non coopératifs

La Société n'a pas d'implantation ni d'activité dans les états ou territoires non coopératifs.

4. – Notes sur le bilan**4.1. – Opérations de crédit-bail, de location simple et autres immobilisations corporelles**

(En milliers d'euros.)	Crédit-bail	Location simple	Autres immobilisations corporelles	Cumul 31/12/2025	Cumul 31/12/2024
Immobilisations au 31/12/2025	2 917	98 842	0	101 759	105 249
Immobilisations au 01/01/2525	5 250	99 999	0	105 249	110 351
Acquisitions de la période	261	448	0	709	3 957
Cessions de la période	-2 594	-1 605	0	-4 199	-9 059
Amortissements au 31/12/2025	2 010	74 518	0	76 528	59 644
Amortissements au 01/01/2525	4 041	55 603	0	59 644	42 909
Amortissements de la période	497	20 396	0	20 893	24 939
Amortissements sur cessions	-2 528	-1 481	0	-4 009	-8 204
Dépréciations au 31/12/2025	0	13 076	0	13 076	139
Dépréciations au 01/01/2525	14	125	0	139	208
Dotations de la période	0	12 951	0	12 951	0
Reprises de la période	-14	0	0	-14	-69
Immobilisations nettes au 31/12/2025	907	11 248	0	12 155	45 466

Au cours de l'année 2025, les amortissements constatés ont été calculés en mode dégressif.

La dotation aux amortissements 2025 s'élève à 20,9 millions d'euros, dont 0,8 million d'euros de dotation pratiquée en delà du minimum linéaire.

Au 31 décembre 2025, l'excédent des amortissements pratiqués par rapport au minimum linéaire s'élève à 18,9 millions d'euros.

Au 31 décembre 2025, la dépréciation des immobilisations pour couvrir la moins-value latente à la date de clôture s'élève à 13,1 millions d'euros, soit une dotation nette de 12,9 millions d'euros au cours de l'exercice.

4.2. – Autres actifs

Ce montant est composé des autres créances intragroupes.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs		
- TVA récupérable	26	20
- CVAE payée d'avance	0	0
- Impôt sociétés payé d'avance	0	0
- Autres créances	42 826	0
Total	42 852	20

4.3. – Comptes de régularisation actif

Ce poste correspond à la différence entre le revenu linéarisé du crédit-bail et de la location et le montant de la facturation.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Compte de régularisation actif		
- Produits à recevoir	396	524
Total	396	524

4.4. – Créances douteuses brutes

Les encours douteux peuvent être classifiés de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Créances douteuses sur opérations de prêts	72	65
Encours douteux compromis	65	65
Encours restructurés (hors conditions de marché)	0	0
Encours douteux	7	0
Créances douteuses sur l'affacturage	1	6
Encours douteux compromis	0	0
Encours restructurés (hors conditions de marché)	0	0
Encours douteux	1	6
Créances douteuses sur valeurs immobilisées	12	12
Encours douteux compromis	12	12
Encours restructurés (hors conditions de marché)	0	0
Encours douteux	0	0

La Société n'a pas de créance douteuse sur les établissements de crédit.

4.5. – Dépréciations et provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	Montant au 01/01/2025	Dotation de l'exercice	Utilisation de l'exercice	Reprise sans objet	Montant au 31/12/2025
Dépréciations pour créances douteuses	75	7	0	0	82
Sur encours douteux sur opérations de prêts	65	7	0	0	72
Sur encours douteux sur créances d'affacturage	0	0	0	0	0
Sur encours douteux sur valeurs immobilisées	10	0	0	0	10
Provisions pour risques et charges	4 580	308	-851	-1 066	2 971
Provision statistique sur opérations de prêts	3 390	0	0	-1 061	2 329
Provision statistique sur l'affacturage	5	0	0	-5	0
Provision pour restructuring	432	45	-418	0	59
Provision pour retraites (1)	753	263	-433	0	583

(1) Cf. § 6.9 16

4.6. – Comptes ordinaires créditeurs

Ce montant correspond à l'emprunt Corporate pour risque de taux en euros pour 107,1 millions d'euros et à la position de notre compte de financement auprès de la banque interne (IBM GF International Treasury Unlimited Company « ITSUC ») qui s'élève à 143,0 millions d'euros.

4.7. – Autres passifs

Ce montant correspond principalement aux dettes fournisseurs pour 2,1 millions et aux dettes fiscales et sociales pour 16,9 millions d'euros.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Autres passifs		
- Dettes fournisseurs	2 106	9 657
- Dettes fiscales et sociales	16 895	2 022
- Autres dettes	35	35
Total	19 036	11 714

4.8. – Comptes de régularisation passif

Ce poste correspond à la facturation émise par avance.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Compte de régularisation passif		
- Facturation d'avance	3 612	3 380
Total	3 612	3 380

4.9. – Capitaux propres

Le capital social s'élève à 133 205 085 euros, divisé en 12 220 650 actions d'un montant nominal de 10,90 euros chacune, entièrement libérées.

Il est détenu à 100 % par la société IBM Global Financing Investments III B.V.

L'évolution des capitaux propres sur le dernier exercice se décompose ainsi :

En milliers d'euros	Capital	Réserve Légale	Autres Réserves et Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2024	133 205	13 321	229 689	8 251	0	384 466
Distribution de dividendes	0	0	0	0	0	0
Variation des réserves et provisions	0	0	8 251	-8 251	0	0
Résultat de l'exercice	0	0	0	31 864	0	31 864
Capitaux propres au 31/12/2025	133 205	13 321	237 940	31 864	0	416 330

4.10. – Etat des créances et des dettes

Etat des créances et des dettes ventilées selon la durée résiduelle :

(En milliers d'euros.)	Total	<1 mois	>1 mois <3 mois	>3 mois <6 mois	>6 mois <1 an	>1 an <5 ans	> 5 ans
Créances	542 124	69 354	142 404	30 389	64 423	235 554	0
Sur les établissements de crédit	54 968	814	7 078	8 128	5 482	33 466	0
Sur créances commerciales	332 916	30 721	34 745	20 232	48 460	198 758	0
Sur opérations de crédit de trésorerie	21 572	641	8 390	1 002	9 097	2 442	0
Sur opérations de crédit à l'équipement	4 927	1 290	338	1 027	1 384	888	0
Sur l'affacturage	84 874	34 204	50 670	0	0	0	0
Sur comptes ordinaires débiteurs avec la clientèle	0	0	0	0	0	0	0
Sur valeurs immobilisées Clients	42 867	1 684	41 183	0	0	0	0
Dettes	256 060	11 101	160 436	9 078	15 490	59 955	0
Sur les établissements de crédit	5 961	5 961	0	0	0	0	0
Sur comptes ordinaires créditeurs	250 099	5 140	160 436	9 078	15 490	59 955	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0

Toutes les créances et les dettes sont à terme, à l'exception des dettes sur comptes ordinaires débiteurs et créditeurs, qui sont des dettes à vue.

4.11. – Publications relatives aux actifs grevés

Selon l'article 5 de l'arrêté du 19 décembre 2014 concernant la publication d'informations relatives aux actifs grevés, les entreprises assujetties doivent publier ces informations au moins une fois par an. Selon les règles fixées par l'article 433 du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 susvisé, la publication annuelle de ces informations doit être effectuée en même temps que celle des états financiers.

Actifs (En milliers d'euros.)	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Actifs de l'établissement déclarant	48 129		674 012	
- Instrument de capitaux				
- Titres de créances				
- Autres actifs			98 272	

Garanties reçues (En milliers d'euros.)	Juste valeur de la garantie reçue grevée ou des titres de créance propres émis grevés	Juste valeur de la garantie reçue ou des titres de créance propres émis disponibles pour être grevés
Garanties reçues par l'institution concernée		
- Instrument de capitaux		0
- Titres de créances		0
- Autres garanties reçues		0
Titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres propres adossés à des actifs		

Actifs grevés /garanties reçues et passifs associés (En milliers d'euros.)	Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garanties reçues et titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés
Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés	48 129	48 129

Le tableau ci-dessous est une description générale des autres actifs considérés comme non disponibles pour être grevés.

Informations sur l'importance des charges pesant sur les actifs	(En milliers d'euros.)
Autres actifs	42 852
Comptes de régularisations	396
Crédit-bail et opérations assimilées	907
Location simple	11 248
Créances douteuses nettes sur valeurs immobilisées	2
Créances rattachées sur valeurs immobilisées	42 867
	98 272

5. – Notes sur le hors-bilan et opérations assimilées**5.1. – Engagements de financement, donnés en faveur des établissements de crédit**

- Aucun engagement de financement donné au titre de contrats de crédit-bail, location simple et prêts sur le point de se dénouer.

5.2. – Engagements de financement, donnés en faveur de la clientèle

- 10,4 millions d'euros au titre de contrats d'affacturage pour la partie non encore utilisée par les clients (aucun client considéré comme douteux dans le cadre du principe de contagion).
- Aucun engagement de financement donné au titre de contrats de crédit-bail, location simple et prêts pour la partie non encore utilisée par les clients.
- 1,7 million d'euros au titre de contrats de crédit-bail, location simple et prêts sur le point de se dénouer.

5.3. – Engagements de garanties, reçus des établissements de crédit

- Aucun engagement de garantie au titre de cautions bancaires reçues sur l'ensemble de l'activité.

5.4. – Engagements de garanties, reçus de la clientèle

— 114,6 millions d'euros au titre de cautions reçues des sociétés mères sur l'ensemble de l'activité.

6. – Notes sur le compte de résultat**6.1. – Opérations de crédit-bail et location**

Le détail du résultat sur l'activité de crédit-bail et location simple est le suivant :

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
+ Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	761	1 241
Loyers	747	1 224
Indemnités	0	0
Reprise de dépréciation	14	17
Plus-values de cession	0	0
- Coût du risque	0	0
- Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	546	1 049
Amortissements	497	940
Dépréciation	0	0
Moins-values de cession	49	109
+ Produits sur opérations de location simple	57 289	23 932
Loyers	57 289	23 486
Indemnités	0	394
Reprise de dépréciation	0	52
Plus-values de cession	0	0
- Coût du risque	0	0
- Charges sur opérations de location simple	33 374	24 432
Amortissements	20 396	23 998
Dépréciation	12 951	0
Moins-values de cession	27	434

6.2. – Commissions

Les commissions d'affacturage reçues entrant dans le champ d'application du règlement n° 2014-07 sont étalées de manière linéaire sur la durée de vie effective du contrat.

S'agissant des commissions « apporteurs d'affaires » sur les activités de crédit-bail, location simple et prêt, l'étalement n'a pas été effectué au titre de l'exercice 2025 compte tenu du faible impact de celui-ci (0,1 million d'euros).

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Commissions reçues		
- commissions affacturage	2 538	3 319
Commissions versées		
- commissions apporteurs d'affaires	95	135
- commissions sur cessions de créances de droit commun	832	1 552
Total	3 465	5 006

6.3. – Produits et charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits et Charges générales d'exploitation		
- impôts et taxes	352	154
- rémunérations d'intermédiaires	398	420
- dotations aux amortissements sur immo corp	0	0
- services extérieurs	2 493	3 246
- produits et charges divers d'exploitation	1 934	2 538
Total	5 177	6 358

6.4. – Résultat exceptionnel

La Société a constaté en 2025 des pertes et des profits exceptionnels non significatifs.

6.5. – Coût du risque

Le détail du coût du risque est le suivant :

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024	Variation
Dotation aux provisions pour dépréciation sur créances douteuses	-7	0	-7
Reprise sur provisions pour dépréciation sur créances douteuses	0	666	-666
Reprise pour utilisation - Passage en perte	0	0	0
Passage en perte sur créances irrécouvrables	0	0	0
Dotation en provision statistique	0	-2 598	2 598
Reprise de provision statistique	1 066	17	1 049
Sous-total	1 059	-1 915	2 974
Dotation en provision spécifique			0
Reprise de provision spécifique			0
Total coût du risque	1 059	-1 915	2 974

Le coût du risque relatif aux contrats de location simple et de crédit-bail reclassé dans le produit net bancaire est déduit sur chaque poste du coût du risque ci-dessus.

6.6. – Rémunérations des membres du Conseil de surveillance

L'associé unique de la Société a alloué par décision en date du 24 avril 2026 une somme de 15.000 euros aux membres du Conseil de surveillance au titre de leur rémunération en contrepartie de leur activité au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Le Conseil de surveillance a décidé d'allouer ce montant par parts égales aux membres du Conseil de surveillance, au prorata temporis de l'exercice effectif de leur mandat au titre de l'exercice clos.

6.7. – Composition de la dette future d'impôt

La dette future d'impôt à long terme peut se résumer comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Composition de la dette future d'impôt		
Provision statistique	582	849
Provision spécifique	15	108
Dépréciations immobilisations corporelles	63	35
Dépréciations immobilisations financières	0	0
Dépréciations créances douteuses	20	19
Dépréciations autres actifs	0	0
Provision retraite	269	188
Contribution sociale de solidarité	30	18
Etalement commissions	147	190
Total	1 126	1 407

6.8. – Effectifs

Le nombre moyen de personnes employées par la Société à la fin de chaque trimestre se ventile de la façon suivante :

	2025	2024
Moyenne sur 1 an de l'effectif à la fin de chaque trimestre :		
Cadres	25	28
Maîtrises et assimilés	0	0
Employés	0	0
Total	25	28

6.9. – Engagements d'indemnités de fin de carrière

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013, modifiée le 5 novembre 2021, la Société a décidé de continuer à appliquer la méthode consistant à étaler les engagements de retraite de manière linéaire sur l'ensemble de la période d'emploi des salariés.

Données chiffrées et hypothèses retenues :

Engagement :

Valeur des engagements actualisés au 31 décembre 2025 : 1,1 million d'euros.

Ces données sont issues du dernier rapport disponible de l'actuaire Willis Towers Watson, estimées au 31 décembre 2025 et basées sur les effectifs au 30 septembre 2025.

Conformément à la politique du groupe IBM Corporation, la Société a adopté le taux d'actualisation RateLink du groupe IBM en France, tel que déterminé par Willis Towers Watson.

En 2025, le taux d'actualisation s'élève à 3,7 % ; la durée est de 8,66 ans.

La provision retraite de 0,6 million d'euros se décompose en des engagements actualisés pour 1,1 million d'euros et des pertes actuarielles différées pour 0,5 million d'euros (cf. § 4.6 Dépréciations et provisions pour risques et charges).

6.10. – Honoraires des commissaires aux comptes

Au cours de l'exercice 2025, les charges relatives aux honoraires des commissaires aux comptes se sont élevées à 0,12 million d'euros, dont 0,06 million d'euros pour la société PricewaterhouseCoopers Audit et 0,05 million d'euros pour la société BDO. Ces charges sont afférentes à la certification des comptes.

7. – Rapprochement entre comptes sociaux et comptes financiers

Les caractéristiques juridiques des contrats de location proposés par la Société permettent de ventiler ces derniers en deux catégories :

- crédit-bail et opérations assimilées
- location simple

Conformément à l'approche prudentielle générale suivie dans le secteur bancaire en France, les principes de la comptabilité financière s'appliquent à la première catégorie.

7.1. – Réserve latente

Celle-ci est égale à la différence entre l'encours financier et l'encours comptable des immobilisations louées au titre d'opérations de crédit-bail et assimilées.

L'encours financier est égal au capital restant dû sur l'ensemble des contrats en cours, diminué de la provision pour risques et auquel il faut ajouter le montant d'intérêts courus non échus. L'encours comptable correspond à la valeur nette comptable des immobilisations, c'est-à-dire au prix d'achat H.T. des matériels loués déduction faite des amortissements et provisions.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Encours financier	1 257	1 638
Encours comptable	907	1 195
Ecart positif entre créances rattachées et comptes de régularisation	34	46
Réserve latente brute	384	489
Impôt latent (1)	-96	-122
Réserve latente nette	288	367

(1) L'impôt sur la réserve latente est calculé au taux de 25 % en 2025.

7.2. – Capitaux propres financiers

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres sociaux (résultat inclus)	416 330	384 466
Réserve latente nette	288	367
Capitaux propres financiers	416 618	384 833

7.3. – Résultat financier

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024	Variation
Résultat social	31 864	8 251	23 613
Evolution de la réserve latente nette	-79	2	-81
Résultat financier	31 785	8 253	23 532

8. – Evénements post-clôture

Aucun évènement significatif, susceptible de remettre en cause les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, n'est intervenu entre le 1^{er} janvier 2026 et la date d'arrêt des comptes soumis à l'approbation de l'Associé unique le 24 avril 2026.

IV. — Affectation du résultat

L'Associé Unique approuve la proposition du Président, et après avoir constaté que la réserve légale est intégralement dotée, que le solde du compte report à nouveau est nul et que les comptes clos le 31 décembre 2025 font apparaître un bénéfice de 31.863.536,32 euros, décide de l'affecter de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025, soit : 31.863.536,32 euros
- En totalité au compte « Autres réserves », soit : 31.863.536,32 euros
dont le montant est ainsi porté de 237.922.329,61 euros à 269.785.865,93 euros.

L'Associé Unique prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'aucun dividende n'a été versé au titre des trois derniers exercices.

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IBM FRANCE FINANCEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 3.1 Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, ainsi que sur les incidences de la première application de ce règlement.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine et Paris- La Défense, le 23 avril 2026
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas JOLIVET

BDO Paris
Vincent GENIBREL

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social.